



Déclaration Liminaire

**Comité Social d'Administration Local
du 24 septembre 2024**

Madame la Présidente,

Vous avez pris vos fonctions pendant l'été et avez pu commencer à vous rendre compte, par vos visites de services notamment, de l'engagement quotidien de nos collègues dans l'exercice de leurs missions.

Ils sont pourtant inquiets pour l'avenir :

- Inquiets parce qu'après les restructurations liées au NRP qui ont bouleversé le quotidien de nombreux collègues, accroissant notamment leur trajet domicile-travail et les obligeant pour certains à changer de métier, les suppressions d'emplois ont continué : quand cesseront-elles ? Quand cessera-t-on de leur demander de toujours faire plus avec moins de personnels ?
- inquiets quant à la responsabilité que fait peser sur eux la réforme des gestionnaires publics : où est la protection que l'employeur doit à son employé ? où est la contrepartie financière qui va avec cet accroissement du risque de voir sa responsabilité personnelle engagée ?
- inquiets des économies qu'on va encore leur demander de réaliser...

Dès votre arrivée, vous vous êtes engagée à maintenir un collectif de travail soudé, ouvert, professionnel et attentif aux aspirations de chacun et à accompagner les évolutions qui impactent régulièrement nos métiers.

Madame la Présidente, si vos propos se veulent rassurants, ils semblent pourtant se heurter à l'actualité nationale, bien moins rassurante !

Au lieu de prendre acte du résultat des élections législatives qui ont placé le nouveau front populaire, porteur d'avancées sociales en tête, Emmanuel Macron s'entête et continue sa stratégie du chaos refusant de nommer un premier ministre issu de la gauche et voulant à tout prix poursuivre sa politique libérale et régressive. Pire, en nommant 1er ministre, Michel Barnier, représentant d'une des droites la plus réactionnaire, avec le soutien du rassemblement national, il tourne le dos au vote des Françaises et des Français en ne tenant pas compte du front qui a empêché l'extrême droite d'arriver au pouvoir.

Dans toutes les démocraties du monde, il arrive qu'il y ait des résultats d'élections sans majorité absolue. C'est toujours la coalition arrivée en tête qui est chargée de trouver une majorité. Cette attitude constitue un coup de force inédit dans notre 5e République.

Le MEDEF fait du chantage pour empêcher la prise en compte du résultat des élections, bloquer toute avancée sociale et amplifier une politique économique au service des puissants. Pour éviter de remettre en cause les cadeaux fiscaux offerts aux plus riches et aux actionnaires, Emmanuel Macron prépare un budget d'austérité.

Pourtant, Urgences en danger, enseignants non remplacés, pompiers sans moyens d'intervention, ... nos services publics sont exsangues ! Face au déficit, il faut augmenter les recettes ! Or cette solution est systématiquement rejetée, avec un refus dogmatique de mettre sur la table l'imposition des plus riches et la taxation des dividendes qui explosent.

Il y a urgence à répondre aux exigences sociales en commençant par abroger la réforme des retraites, augmenter les salaires et les pensions, et les minima sociaux, financer les services publics et développer notre industrie.

Le mardi 1er octobre, devait être le premier jour de débat sur le budget à l'Assemblée nationale. Le marasme politique a décalé cette présentation au 9 octobre. Il y a pourtant urgence à travailler sur un budget empreint de justice fiscale : les besoins en services publics, en investissements publics à tous les niveaux sont immenses. Les moyens existent, le PIB (la richesse créée) n'a jamais été aussi élevé en France. L'enjeu est donc la mobilisation de la richesse créée par les travailleurs pour répondre aux besoins sociaux et écologiques.

C'est pourquoi, la CGT Finances Publiques de la Somme appelle l'ensemble de ses collègues à se mettre en grève et à participer aux manifestations le 1er octobre prochain, pour :

- L'abrogation de la réforme des retraites
- L'augmentation des salaires et des pensions et l'égalité entre les femmes et les hommes
- Le financement de nos services publics
- Le développement de l'emploi industriel en lien avec les enjeux environnementaux.